

Les infos

Vendredi 11 avril 2014



LES VALLSEUSES

Il n'y a guère que la confrérie des énarques pour continuer à imposer sa potion, persuadée de détenir la vérité. La poussée du FN est pourtant le signe inquiétant d'une crise politique qui a déjà produit dans le passé des catastrophes. Les dogmes des pouvoirs, réduction vigoureuse de la dette publique, réformes structurelles, comprendre flinguer la sécu, renforcer les marges des entreprises... nous y mènent tout droit. Frédéric Oudéa, qui n'en rate pas une, s'est cru autorisé à reprendre son antienne sur la chose dans le Monde, rejoignant le clan des vallseuses « *qui a l'image d'un homme favorable à la réforme et qui devrait agir vite* » ! Au nom de quoi, les politiques de réductions des droits sociaux accroissent la misère et les écarts insolents de richesse. Derniers avatars de nos sachants, le Pacte de responsabilité et la réforme de l'indemnisation du chômage : admirez, peuple inculte, comment nous vous sauvons de la banqueroute ! S'étonneront-ils jusqu'à la guerre comme leurs prédécesseurs de tant d'ingratitude à l'encontre de leur expertise ?

BONNES RESOLUTIONS

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée le 19 mai. La CGT a demandé à Emeric Uhring de collecter les mandats de ceux qui souhaitent porter leurs droits de vote à un représentant du personnel. Cette assemblée revêt en effet un caractère tout

particulier par les résolutions qui sont soumises au vote. Hormis les habituelles résolutions de gestion, 3 choix stratégiques feront l'objet d'un vote. Le premier porte sur l'affectation des résultats et la fixation du dividende. La CGT votera contre, l'objectif de distribuer 40% du résultat aux actionnaires est tout bonnement inacceptable alors que l'entreprise devrait investir dans la transformation de son réseau d'agences pour en faire de véritables centres d'expertise. Le deuxième porte sur la rémunération de Frédéric Oudéa et des directeurs généraux délégués. Nous voterons contre aussi, tant il nous semble que l'heure n'est pas à s'auto attribuer des augmentations confortables quand on impose le régime sec au personnel... et ce n'est pas un « supplément d'intéressement » de 200€ qui sera versé fin septembre qui change quelque chose. Octroyé en catastrophe, il ne fait que compenser une baisse de l'intéressement qui fait désordre quand le résultat augmente. Le troisième choix porte sur l'autorisation de doubler le plafond des bonus. La CGT votera pour cette résolution tout en rappelant que ce choix implique le maintien du Front de SGCIB à Paris, ce qui implique la révision de la dernière initiative de GLFI.

BAS LES PATTES

Pas de chance, c'est un représentant CGT qui préside IP Valmy, l'organisme de prévoyance qui gère nos retraites supplémentaires, au moment où, l'inspection, mandatée par on ne sait qui, a décidé de lancer une mission sur l'institution. Sauf qu'IP Valmy est une institution paritaire indépendante, qui est soumise déjà à une réglementation sévère, qu'elle est contrôlée par un régime réglementaire très strict, un commissaire qui certifie ses comptes, etc... et que la Direction a ses représentants au conseil d'administration de l'institution. Quel est l'objectif de cette tentative d'immixtion : préparer la suppression de cette retraite supplémentaire SG ? Préconiser d'amoindrir le rendement des droits pour le personnel ?



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.cgtsocgen.fr
Intranet : Portail SG, le groupe, Espace syndical, CGT